



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Comment favoriser la création d'emplois pour les jeunes en Afrique de l'Ouest ?

WATHI5 | Numéro 2 | Octobre 2016

Le deuxième débat de l'année 2016 a porté sur la question de l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest. WATHI 5 propose cinq recommandations pour orienter l'action collective des décideurs, des citoyens afin de réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes dans la région, aujourd'hui et demain.

PISTES D'ACTION

- 1** Faire de la création d'un maximum d'emplois pour les jeunes un objectif stratégique prioritaire de l'action des pouvoirs publics, ce qui implique d'intégrer cet objectif dans la formulation de toutes les politiques publiques notamment par l'intégration de critères de création d'emplois et de stages dans l'évaluation des dossiers de soumission aux marchés publics ; des politiques fiscales incitant à la création d'emplois salariés et au recrutement de stagiaires ; par des politiques réalistes de développement industriel ciblé et par le développement de programmes nationaux de stages transparents dans le secteur public et parapublic.
- 2** Stimuler la création massive d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries et les services connexes par une politique volontariste combinant la création de marchés de location de terres ; la création de services publics de vulgarisation agricole ; la création de guichets dédiés à l'emploi en milieu rural au sein des institutions en charge de la promotion de l'emploi ; l'intégration dans les programmes scolaires d'activités de sensibilisation à l'agriculture et à l'élevage ; le soutien aux projets innovants d'entrepreneuriat en milieu rural, y compris dans les activités de loisirs essentielles pour les jeunes.
- 3** Remédier au problème de la faible employabilité des jeunes, diplômés ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur en intégrant de manière urgente et cohérente dans les programmes scolaires, du pré-primaire au supérieur, des ateliers de développement de compétences fondamentales pour le travail et la vie en société et en mettant en place dans les universités publiques, en partenariat avec le secteur privé, des centres de services aux étudiants offrant des formations aux techniques de recherche d'emploi et l'accès aux informations sur le marché du travail et les institutions de soutien à l'entrepreneuriat.
- 4** Réexaminer les codes de travail et l'ensemble de la législation du travail dans les pays de la région, en vue d'entreprendre des réformes qui donneraient autant d'importance à l'objectif de facilitation de la création d'emplois qu'à celui de la protection des droits des travailleurs, notamment par l'introduction de nouveaux types de contrats de travail adaptés au tissu économique local ; par l'introduction de contrats de travail à temps partiel conçus pour les étudiants et pour les élèves, et par la simplification des procédures auprès des administrations chargées de veiller au respect de la législation du travail.
- 5** Investir des ressources publiques au niveau national et régional, avec le soutien des organisations régionales d'intégration économique, dans l'amélioration de la collecte de statistiques fiables sur les marchés de l'emploi nationaux et régional ; et dans le lancement d'un programme de recherche multidisciplinaire sur l'emploi des jeunes dans l'ensemble de la région ouest-africaine, associant des universités, des institutions de recherche, avec l'implication d'acteurs du secteur privé.

STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

Passer des recommandations à l'action et donc aux réformes concrètes suppose de :

- ✔ **Clarifier la responsabilité des différents acteurs de la société dans la prise de décision sur l'emploi des jeunes.** Même s'il y a maintenant un consensus ou presque pour rappeler que ce sont les entreprises du secteur privé qui créent des emplois et non pas les Etats, il ne faut pas se tromper sur la responsabilité première des gouvernements dans la création des cadres politique, institutionnel, économique, éducatif et socioculturels favorables à une croissance économique créatrice d'emplois massifs.

Qu'il s'agisse de mettre les politiques fiscales, les politiques industrielles ou les politiques d'éducation et de formation au service de l'objectif d'emploi, ce sont les gouvernements mais aussi les parlements et les autres institutions publiques qui doivent agir. C'est sur eux que doit porter le plaidoyer en faveur des réformes, et sur eux que doit se diriger la pression des opinions publiques.

- ✔ **Créer au niveau de chaque pays et au niveau régional des coalitions de la société civile aussi larges que possible pour faire de la question de l'emploi des jeunes une priorité stratégique permanente.** Si le problème se pose déjà aujourd'hui, il ne donnera sa pleine mesure que dans les deux à cinq décennies à venir, lorsque la population des jeunes dans la région aura explosé compte tenu de la croissance démographique et de la structure actuelle de la population.

Les bénéficiaires de meilleures politiques publiques pour l'emploi sont les millions de jeunes sans emploi ou sous-employés d'aujourd'hui, de jeunes qui sont encore dans le système éducatif de la maternelle à l'université, et les millions d'enfants à venir qu'il faudra éduquer, former et ensuite insérer dans la vie professionnelle. Ce sont précisément des bénéficiaires qui ne sont quasiment pas représentés dans les instances où se formulent les politiques publiques.

Les nouvelles coalitions de la société civile doivent intégrer toutes les catégories de bénéficiaires potentiels mobilisables de meilleures politiques de l'emploi, en particulier les millions de jeunes qui « se débrouillent » dans d'innombrables activités du secteur informel et les étudiants qui courent encore derrière des diplômes qui leur ouvrent la porte du chômage et de la dépendance. Le débat sur l'emploi des jeunes ne peut pas ne pas impliquer les principaux concernés.

- ✔ **Ne pas éluder les questions les plus difficiles pour être capable de prendre des décisions et de s'y tenir dans le temps.** Si tous acteurs politiques et sociaux dans les pays de la région sont d'accord pour considérer prioritaire l'action en faveur de l'emploi des jeunes, il y a peu de chances que tous s'entendent sur les moyens et les réformes à mettre en œuvre.

Deux questions au moins méritent d'être mises sur la table, celle de la réforme des codes du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité pour donner un minimum de droits à la très grande majorité des travailleurs de l'économie informelle qui ne sont pas concernés par le droit du travail. C'est une question assurément sensible du point de vue des partenaires essentiels que sont les organisations syndicales.

La deuxième question qui doit faire l'objet de débat puis de décisions claires et affranchies des changements politiques à la tête des Etats est celle des réformes des systèmes d'éducation et de formation. Tout indique que des choix majeurs doivent être faits en termes de contenus des programmes d'éducation à tous les niveaux, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur. Les réformes impliquent des coûts immédiats et donc des sacrifices importants pour certains acteurs des systèmes éducatifs, les enseignants mais aussi les apprenants eux-mêmes.

C'est pour cela qu'il est indispensable que toutes les catégories d'acteurs sociaux saisissent les enjeux inséparables des orientations économiques nationales, de l'emploi et de l'éducation et sortent ces discussions des espaces politiques partisans où seul compte le vote des jeunes lors d'une élection.

La lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et à l'échelle de tout ce continent ne devrait pas être considérée comme une priorité seulement parce que le monde est en guerre contre le terrorisme et que les jeunes sont partout perçus comme étant les principaux vecteurs de l'extrémisme violent, de la radicalisation et dans une ultime étape, du terrorisme.

La création d'emplois pour les jeunes maintenant et demain est une exigence fondamentale pour tous les pays de la région WATHI parce que le bien-être collectif des populations actuelles et futures en dépend. WATHI a choisi ce thème pour son débat parce que sa raison d'être est de provoquer une réflexion ouverte sans être superficielle sur tous les problèmes structurels les plus importants auxquels la région ouest-africaine est confrontée. Les points de vue, les analyses, les pistes d'action mis en avant ne mettent pas un terme au débat. Ils ont l'ambition de l'installer dans l'espace public citoyen.

Les commentaires, réactions, propositions pour approfondir les pistes d'action et les moyens de les mettre en oeuvre sont attendus à l'adresse suivante : ledebat@wathi.org

WATHI

WATHI, le think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.



CONTACTS

Informations générales :
infowathi@wathi.org

Le débat de WATHI:
ledebat@wathi.org

Soutenir WATHI :
donate@wathi.org

L'initiative *Le débat* de WATHI bénéficie du soutien financier de la fondation Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).

